

**FISONG 2021 – Inclusion financière en zones vulnérables**

**« Renforcer l’inclusion financière des réfugié-e-s, déplacé-e-s ou migrant-e-s temporaires intracontinentaux »**

**Une réunion de concertation avec les ONG sera organisée par l’AFD le 20 novembre 2020 à 10h00. Inscription obligatoire sur** [fisong@afd.fr](mailto:fisong@afd.fr)

**Note de cadrage provisoire**

Table des matières

[1. Rappel sur l’instrument FISONG 3](#_Toc55391554)

[2. Cadrage général de l’appel à propositions FISONG 2021 3](#_Toc55391555)

[2.1. Caractérisation de la population cible et diversité des contextes d’intervention 3](#_Toc55391556)

[2.2 Les enjeux de l’inclusion financière des migrant-e-s 4](#_Toc55391557)

[2.3. Etat de l’art : différentes approches pour promouvoir l’inclusion financière des migrant-e-s 6](#_Toc55391558)

[2.3.1 Le rôle des ONG et des approches partenariales 6](#_Toc55391559)

[2.3.3. Améliorer la perception des risques 6](#_Toc55391560)

[2.3.4. Développer les infrastructures financières et l’offre de produits 7](#_Toc55391561)

[2.3.5. Assurer l’éducation financière et la protection des client-e-s 7](#_Toc55391562)

[2.3.6. Encourager la participation économique des migrant-e-s 7](#_Toc55391563)

[2.3.7 Faciliter les transferts de fonds 8](#_Toc55391564)

[2.3.8 Favoriser l’inclusion financière des migrantes 8](#_Toc55391565)

[2.4. L’intervention de l’AFD en appui à l’inclusion financière 8](#_Toc55391566)

[3. Orientations de l’appel à propositions 9](#_Toc55391567)

[3.1. Lignes directrices générales 9](#_Toc55391568)

[3.1.1. Périmètre thématique 9](#_Toc55391569)

[3.1.2. Périmètre géographique 10](#_Toc55391570)

[3.1.3. Durée des projets 10](#_Toc55391571)

[3.1.4. Bénéficiaires 10](#_Toc55391572)

[3.1.5. Approche genre 11](#_Toc55391573)

[3.2. Lignes directrices détaillées 12](#_Toc55391574)

[3.2.1. Cadre d’intervention 12](#_Toc55391575)

[3.2.2. Analyse du contexte 14](#_Toc55391576)

[3.2.3. Analyse des risques 14](#_Toc55391577)

[3.2.4 Recours au numérique 14](#_Toc55391578)

[3.2.5. Analyse des conditions de pérennisation et de changement d’échelle de la démarche innovante proposée 15](#_Toc55391579)

[3.3. Évaluation et capitalisation sous l’angle de l’innovation 15](#_Toc55391580)

[3.3.1 Démarche d’innovation 15](#_Toc55391581)

[3.3.2 Suivi et évaluation du projet 15](#_Toc55391582)

[3.3.3 Capitalisation 16](#_Toc55391583)

[3.4. Qualification et expérience des ONG 16](#_Toc55391584)

[3.5. Cadrage budgétaire 17](#_Toc55391585)

[3.6. Critères d’évaluation des propositions 18](#_Toc55391586)

[3.7. Calendrier prévisionnel 19](#_Toc55391587)

# 1. Rappel sur l’instrument FISONG

Créée en 2007, la FISONG permet le développement de partenariats entre des ONG françaises ou internationales et l’AFD, autour du cofinancement de projets innovants sur les différents secteurs qui touchent au développement. **Le critère d’innovation constitue la spécificité du financement FISONG** et à ce titre la FISONG se distingue des autres lignes de financements proposés par l’AFD aux ONG pour le cofinancement de leurs initiatives ou la prestation de services. Ainsi, ce mode de financement restreint le panel des projets susceptibles d’être financés à ceux qui proposent l’exploration de nouvelles manières de faire.

Par « innovation », l’AFD entend la recherche de nouveaux modes d’intervention apportant une réelle plus-value dans les procédés techniques, méthodologiques, organisationnels et/ou de partenariats mis en œuvre, susceptibles de créer de nouvelles dynamiques et de jouer un rôle moteur dans un secteur précis du développement.

Ces processus novateurs peuvent correspondre **soit à l’expérimentation d’un changement d’échelle, à partir d’innovations localisées préexistantes, soit au repérage, à la conception et/ou la mise au point d’innovations à petite échelle, susceptibles d’alimenter une réflexion sur des politiques sectorielles, voire de les influencer**. Peuvent être considérées comme :

* **Innovations conceptuelles** : la création de techniques, de formes d’organisations, de dispositifs d’action, etc.
* **Innovations contextuelles** : la greffe d’éléments déjà connus dans un nouveau contexte. Dans ce cas, le contexte de mise en œuvre devra être à la fois radicalement nouveau et présent dans d’autres situations, pour que l’opération novatrice soit porteuse d’enseignements utiles pour d’autres terrains.

La FISONG a pour objet de :

* Valoriser et encourager les capacités d’innovation et de capitalisation des ONG ;
* Créer des synergies entre l’AFD et les ONG pour améliorer la coordination des politiques publiques avec les initiatives de la coopération non gouvernementale ;
* Renforcer le partenariat avec les ONG comme vecteurs d’aide adaptés à des situations d’absence ou de défaillance des maîtrises d’ouvrages publiques.

Depuis 2008, 35 appels à propositions ont été lancés, 93 projets retenus pour un financement total d’environ 63,3 millions d’euros (680 000 euros en moyenne par projet).

Pour en savoir plus sur l’outil FISONG : <https://www.afd.fr/fr/les-financements-des-projets-des-ong>

# 2. Cadrage général de l’appel à propositions FISONG 2021

L’édition 2021 de la FISONG porte sur l’inclusion financière des réfugié-e-s, déplacé-e-s ou migrant-e-s temporaires intracontinentaux.

## 2.1. Caractérisation de la population cible et diversité des contextes d’intervention

La catégorie des réfugié-e-s, déplacé-e-s ou migrant-e-s temporaires intracontinentaux est vaste et recoupe des réalités différenciées. Cet appel à projets ne circonscrit pas le public cible aux populations déplacées de force (*Forcibly Displaced Persons*), qu’elles aient ou non le statut de réfugié-e. Le motif de la migration peut être aussi bien politique que socio-économique, des déplacements liés à des dynamiques d’exode rural par exemple. C’est pourquoi la suite de la présente note emploiera le terme général de « migrant-e-s » pour désigner le public cible. Cet appel à projets s’intéresse particulièrement aux migrations transfrontalières, mais celles-ci, forcées ou non, peuvent aussi être internes.

Puisque cette FISONG ne délimite pas un segment de population ayant un statut politique et juridique particulier, les contextes d’intervention des projets peuvent être d’une grande diversité. Les populations migrantes peuvent recouvrir des réalités très différentes selon l’origine des migrant-e-s, les motivations de la migration, l’étape à laquelle elles se trouvent dans leur parcours migratoire, leur localisation (milieu urbain, milieu rural, camps de réfugié-e-s), leur statut (réfugié-e-s, travailleurs et travailleuses migrant-e-s…) mais également leurs caractéristiques sociales propres (âge, genre, etc.), ces caractéristiques ayant un impact fort sur leur situation de migration. Autant de paramètres qui influent sur la nature de leurs besoins et objectifs de développement (accès aux biens et services de base, renforcement de la résilience, développement d’une activité économique, etc.) et, donc, sur leur demande de services financiers et non financiers permettant d’y répondre. En fonction des zones géographiques ciblées, celle-ci pourra également dépendre de ce que permet la réglementation locale (statut, accès à la documentation civile…) et de l’environnement politique. Enfin, les femmes, qui représentent environ la moitié de la population de réfugié-e-s et déplacé-e-s, peuvent se retrouver dans une situation de vulnérabilité plus importante encore que le reste de cette population dès lors qu’elles sont susceptibles de faire l’objet de discriminations spécifiques ou de violences basées sur le genre. Ceci est particulièrement vrai pour celles qui sont non accompagnées, enceintes, cheffes de famille, handicapées ou âgées. Dans certains cas les femmes migrent pour les mêmes raisons que les hommes (étudier, travailler, cherche un abri, subvenir aux besoins de sa famille…) mais dans d’autres cas elles migrent pour se mettre à l’abri de violences spécifiques (crimes « d’honneur », etc. notamment). Enfin, la migration des femmes comme des hommes peut dans certains cas être en lien avec l’orientation sexuelle ou l’identité de genre. Certaines migrations sont particulièrement déterminées par le genre, soit en lien avec le pays de départ (ex. 65% de l’émigration à partir des Philippines est féminine), soit en lien avec les opportunités de travail dans le pays d’arrivée (ex. infirmières indiennes, philippines et sri lankaises, qui représentent les plus gros contingents de femmes migrantes dans le secteur des services au niveau international).[[1]](#footnote-1)

## 2.2 Les enjeux de l’inclusion financière des migrant-e-s

**L’inclusion financière** désigne une situation où les particulier-e-s et les entreprises ont l’opportunité d’accéder à et la capacité d’utiliser une gamme diversifiée de services financiers adaptés qui sont fournis de manière responsable et durable par des institutions financières formelles. Elle peut s’appuyer sur une diversité d’institutions, publiques ou privées, à but lucratif ou non ; par exemple des banques, des institutions de microfinance (IMF), des assureurs, de nouveaux prestataires de la fintech. La révolution du numérique contribue à bousculer les modèles et faire émerger de nouveaux services de paiement, de banque mobile, de réseaux d’agent-e-s, etc. L’inclusion financière est reconnue par le PNUD comme facteur de réalisation d’au moins 7 Objectifs de Développement Durable (ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9 et 10). Par ailleurs, la spécificité de la population visée, les personnes en migration, fait écho aux ODD 13 (la lutte contre le changement climatique et ses répercussions) et 16 (la promotion de sociétés pacifiques et ouvertes)[[2]](#footnote-2). Ces dernières années, l’enjeu spécifique de l’inclusion financière des déplacé-e-s et réfugié-e-s a gagné en visibilité sur l’agenda politique des organisations internationales - il s’agit par exemple d’une préoccupation clairement exprimée par l’ONU*[[3]](#footnote-3)* - etune littérature abondante s’est développée sur le sujet[[4]](#footnote-4). L’inclusion financière des migrant-e-s nécessite un engagement explicite des parties-prenantes à tous les niveaux,des gouvernements et régulateurs financiers aux fournisseurs de services publics et privés en passant par les agences de développement et les organisations humanitaires.

**Les services financiers peuvent offrir des outils essentiels aux personnes qui ont quitté leur foyer**. Par exemple :

* L'envoi et/ou la réception de fonds, dont les transferts de fonds humanitaires afin de répondre à des besoins d'urgence ;
* Les services et instruments de paiement permettant d’accéder aux biens et services de base ;
* L'épargne, formelle ou informelle, est positivement associée à une plus grande résilience lorsque les personnes sont confrontées à des chocs négatifs de revenus ;
* L'accès au crédit peut, lorsque les conditions sont réunies, permettre aux migrant-e-s d’améliorer leur accès au marché du travail local ou de développer un projet entrepreneurial : l'acquisition de nouvelles compétences, ou le paiement de frais de déplacement ou administratifs (pour l'achat de permis par exemple) momentanés ;
* Les assurances, qui peuvent couvrir la vie, la santé, biens, etc., constituent des outils de gestion des risques.

Ainsi, la demande de services financiers parmi les migrant-e-s est élevée et la nature des services financiers recherchés diffère peu des services financiers proposés par les institutions financières formelles au reste de la population. Néanmoins, l’offre demeure faible, ce qui pousse le plus souvent les migrant-e-s, à l’instar d’autres populations vulnérables, à recourir aux services financiers informels.

**Les obstacles à l’inclusion financière des déplacé-e-s forcé-e-s et des migrant-e-s sont de différents ordres**. L’un des facteurs tient au sous-développement du secteur financier du territoire d’origine et/ou du pays d’accueil[[5]](#footnote-5). Dans de nombreux cas, les fournisseurs de services financiers manquent de familiarité avec ce segment de marché (absence d'informations sur les possibilités de subsistance des migrant-e-s, la durée moyenne de leur séjour dans le pays d’accueil, leur profil de risque, etc.) et considèrent ainsi qu’il ne s’agit pas d’un marché viable. Un nombre croissant d’études montrent au contraire que les migrant-e-s peuvent être solvables, avec des taux de remboursement qui peuvent être aussi élevés que ceux des non-migrant-e-s. Outre cette frilosité du côté de l’offre, les migrant-e-s peuvent faire face à des restrictions politiques et institutionnelles (accès aux documents d’identification, capacité à entrer sur le marché du travail local ou à accéder au foncier ou autres actifs) qui peuvent, en fonction de la nature de ces contraintes restreindre totalement leur accès au système financier formel ou le limiter à certains produits et services financiers ne permettant pas de répondre à l’ensemble des objectifs d’inclusion économique et financière visés (accès aux services de base, résilience, développement d’une activité économique…). De leur côté, les migrant-e-s peuvent manquer de connaissances relatives au fonctionnement et à l’accès aux services financiers du territoire d’accueil. Des barrières linguistiques peuvent entraver d’autant plus l’accès à l’information et à la compréhension de l’offre financière. Ils et elles peuvent également avoir des difficultés à communiquer et faire valoir leurs antécédents financiers. Les femmes peuvent se heurter à des obstacles et des difficultés spécifiques qui s’ajoutent aux obstacles communs aux femmes et aux hommes (faible taux d’alphabétisation, préjugés, etc.).

**Au regard de l’évolution du nombre de migrants internationaux et de migrantes internationales (tous statuts confondus) et des parcours migratoires, l’enjeu de leur inclusion financière**, et de façon plus générale, leur intégration socio-économique au territoire d’accueil, est **de plus en plus important** pour les pays en développement. D’une part, le nombre de déplacé-e-s et réfugié-e-s comme de migrant-e-s économiques ne cesse de croître tandis que, dans le même temps, leur durée de séjour au sein des communautés hôtes s’allonge. D’autre part, la grande majorité des migrants internationaux et migrantes internationales se déplace au sein d’une même région. A titre d’exemple, 89% des migrants internationaux et migrantes internationales en Afrique subsaharienne sont originaires de la région où ils résident. Ce chiffre est de 83% pour l’Asie de l’Est et du Sud-Est et de 73% en Amérique Latine et Caraïbes[[6]](#footnote-6).

## 2.3. Etat de l’art : différentes approches pour promouvoir l’inclusion financière des migrant-e-s

### 2.3.1 Le rôle des ONG et des approches partenariales

Les ONG (humanitaires, de développement ou spécialisées droits humains) locales comme internationales disposent d’une expertise spécifique à ce segment de population souvent délaissé par les institutions financières privées et d’une expérience de travail dans des contextes fragiles. Les initiatives innovantes visant l’inclusion financière de ce segment de population impliquent la plupart du temps un/des partenariat(s) avec d’autres acteurs aux rôles complémentaires.

Entre autres parties-prenantes impliquées par les OSC porteuses de projet, on peut par exemple citer :

* D’autres OSC locales (qui peuvent être porteuses du projet), les associations professionnelles, les instituts de formation bien implantés et familières avec le tissu socio-économique du territoire ;
* Les ONG des droits humains qui peuvent par exemple faciliter l’obtention ou la reconnaissance de certains documents ;
* Le secteur privé (IMF ou autres institutions financières, fintech, opérateurs de téléphonie mobile) dont l’inclusion financière est le cœur de métier pour concevoir et/ou mettre en place des solutions techniques (infrastructures, interopérabilité, numérisation), adapter les services proposés, développer les points de vente, etc. ;
* La communication et la collaboration avec les administrations publiques pour assouplir les contraintes politiques et réglementaires.

### 2.3.3. Améliorer la perception des risques

L’un des obstacles à l’inclusion financière des migrant-e-s est la perception erronée que les institutions financières peuvent avoir d’elles et eux. Elles peuvent partir du principe que ces populations ne sont pas bancables, non fiables car mobiles. Les migrant-e-s ne constituent pas un groupe homogène, aussi les institutions financières doivent comprendre la spécificité de leur situation et de leurs caractéristiques socio-économiques pour pouvoir s'adresser à ce marché. Il existe donc un enjeu de collecte de ces données, sexo-différenciées, par exemple sur les besoins des migrant-e-s, leur localisation, l’analyse des chaînes de valeurs et des opportunités commerciales, qui peuvent être indisponibles ou insuffisantes. Dans certaines zones par exemple, des études de marchés ont encouragé les institutions financières à investir le marché des réfugié-e-s en prouvant qu’elles et ils constituent un segment commercial viable. Ce champ d’activité, mené en lien étroit avec les institutions financières concernées reste peu développé.

### 2.3.4. Développer les infrastructures financières et l’offre de produits

Les enjeux liés aux infrastructures financières sont variés, par exemple l’extension des réseaux de points de vente de services financiers ; ou d’un point de vue plus technique : le développement des infrastructures de paiement, des portefeuilles numériques ou de l’interopérabilité, la facilitation de l’identification des client-e-s et la sécurisation de leurs données[[7]](#footnote-7).Par ailleurs, les institutions financières peuvent adapter leurs conditions de recours aux services financiers pour s’adapter à la cible particulière des migrants et des migrantes (conditions tarifaires, niveau de collatéral requis, etc.) et, dans certain cas, développer une offre de produits spécifiques, notamment à l’attention des femmes migrantes, qui font face à des réalités spécifiques. Des initiatives encore très isolées ont également vu le jour pour proposer des produits de type capital-risque aux populations migrantes, notamment via des plateformes de crowdfunding[[8]](#footnote-8). Pour l’ensemble de ces pratiques, il est encore difficile, faute de travaux d’évaluation-capitalisation disponibles d’en tirer des enseignements.

### 2.3.5. Assurer l’éducation financière et la protection des client-e-s

Le point précédent nous mène à la question de l’éducation financière, la promotion de solutions spécifiques et surtout, de leur appropriation par les bénéficiaires. Cet enjeu est indissociable de celui de la protection des client-e-s et de leurs données. Les migrants et migrantes peuvent avoir une moindre compréhension du système financier local, auquel cas ils et elles sont plus susceptibles d'être exposé-e-s aux risques des consommateurs et consommatrices. Les déplacé-e-s et réfugié-e-s notamment peuvent être particulièrement préoccupé-e-s par la protection de leurs données. Améliorer les connaissances et les compétences financières des migrants et des migrantes peut permettre de rehausser leur confiance dans les services financiers formels (si les institutions financières traitent cette clientèle de façon équitable et transparente).

### 2.3.6. Encourager la participation économique des migrant-e-s

Chercher à améliorer l’inclusion financière des migrants et migrantes en travaillant uniquement sur l’offre de produits financiers peut être vain si le contexte territorial comporte des facteurs bloquants. Parfois, il s’agit de l’intégration insuffisante des migrant-e-s dans l’économie du territoire d’accueil, minant leur capacité à générer des revenus et de devenir bancables. L’enjeu de l’inclusion au tissu économique local est donc intimement lié à celui de l’inclusion financière. Ainsi, certaines ONG promeuvent l’inclusion financière des migrant-e-s indirectement par une offre de services non-financiers, par exemple des mécanismes de soutien à l’entrepreneuriat, des formations professionnelles et linguistiques, ou l’établissement de canaux de recrutement spécifiques établis en collaboration avec les associations professionnelles locales. Là encore, les situations spécifiques des femmes imposent une prise en considération d’une perspective de genre dans l’ensemble des actions.

### 2.3.7 Faciliter les transferts de fonds

Les transferts de fonds sont un vecteur majeur de résilience des ménages et ne cessent de prendre de l’importance[[9]](#footnote-9). L’envoi et la réception de fonds dans des conditions satisfaisantes, des services accessibles (disponibilité des points de vente, coût des transactions) pour des prix abordables est en enjeu important, notamment en zone rurale. De plus, ces transferts permettent aux expéditeurs et expéditrices, ainsi qu’aux destinataires de ces envois de se familiariser avec les systèmes financiers car ils et elles ont une plus grande propension à posséder un compte bancaire facilitant in fine leur accès à d’autres services financiers[[10]](#footnote-10). Les transferts de fonds humanitaires comme le CVA (*Cash and Voucher Assistance*) ne relèvent pas directement de l’inclusion financière, mais certains acteurs ont amorcé une réflexion sur la possibilité de s’appuyer sur ceux-ci, notamment dans leur forme numérique, pour promouvoir l'inclusion financière, renforçant ainsi la résilience financière de long terme des bénéficiaires. Cependant, une difficulté majeure demeure : les bénéficiaires de la CVA ne disposent souvent pas de comptes financiers ou de comptes à leur nom[[11]](#footnote-11). En outre, la protection des données des réfugié-e-s doit être garantie.

Cet aperçu non exhaustif permet ainsi d’esquisser la manière dont différents acteurs tentent d’innover pour apporter des réponses aux défis de l’inclusion financière des migrant-e-s. Il en ressort que les migrant-e-s n’ont pas nécessairement besoin de types de services financiers différents du reste de la population. Selon les phases du parcours migratoire, les besoins se dirigent vers les mêmes catégories de produits : transferts, paiement, épargne, crédit voire de l’assurance. Les innovations nécessaires pour répondre au défi de l’inclusion financière des migrant-e-s dépendent plutôt de l’approche adoptée pour adapter les conditions d’accès aux produits et services financiers à leurs contraintes et caractéristiques (activités d’appui non-financier connexes, partenariats innovants). Enfin, le caractère innovant du projet peut également reposer sur la zone géographique ciblée si celle-ci n’a jusqu’alors pas fait l’objet de projets d’inclusion financière des migrant-e-s, sur le degré d’inclusion financière proposé et donc au type de besoins auxquels le projet répond, ou la diversité de services financiers proposés aux bénéficiaires. Il est possible d’aller plus loin que les initiatives existantes sur certains sujets frontières comme celui de la sécurisation du transport de documents, notamment des pièces d’identité, titres fonciers, etc. et de services financiers transfrontaliers.

### 2.3.8 Favoriser l’inclusion financière des migrantes

Contrairement aux initiatives que l’on peut observer dans le champ plus large de l’inclusion financière afin de réduire les écarts entre femmes et hommes dans l’accès à des services financiers adaptés, il semble qu’à ce jour, peu de programmes ciblant spécifiquement l’inclusion financière des migrantes aient été élaborés.

## 2.4. L’intervention de l’AFD en appui à l’inclusion financière

**L’AFD a été pionnière en microfinance** en intervenant dès les débuts du secteur, dans les années 80, et en accompagnant l’émergence de nombreuses IMF majeures. D’une approche « projets » sur subvention dans les années 90, l’AFD a développé dans les années 2000 une approche plus spécialisée visant au renforcement des IMF, puis peu à peu du secteur dans son ensemble. Sa palette d’outils financiers s’est élargie, les appuis en subventions (dont le renforcement de capacités des IMF et les activités d’accompagnement des entrepreneurs clients du secteur via le dispositif Initiatives OSC) étant complétés par des prêts, garanties, et investissements en capital. Grâce à cette gamme diversifiée, le Groupe AFD accompagne aujourd’hui des partenaires variés, privés ou publics, à tous les niveaux du secteur : fournisseurs de services financiers variés, fonds de refinancement et d’appui, IMF, banques commerciales publiques ou privées, banques de développement, associations nationales d'inclusion financière, instances de régulation et de supervision du secteur. Le nombre de projets instruits par le Groupe et les montants d’engagements, 437 millions d’euros en 2019, sont en hausse régulière. Le Groupe est par ailleurs très actif au sein des initiatives globales du secteur (présence au conseil d’administration du réseau des régulateurs, des bailleurs…).

**L’inclusion financière est au croisement d’engagements forts** pris par le Groupe AFD : lien social, genre, climat, intervention dans les zones en crise et de fragilité. L'inclusion financière est au cœur du Cadre d’Intervention Sectoriel (CIS) Systèmes Financiers, commun à l’AFD et Proparco ; la thématique recoupe les trois axes du CIS :

* + Accès : favoriser l’accès à des services financiers adaptés aux besoins des individus, des ménages ou de l’entrepreneur ou entrepreneuse
  + Transition : accompagner l’émergence d’un nouveau modèle de finance durable (microfinance verte, accès aux soins via l’assurance…)
  + Consolidation : soutenir le développement des acteurs financiers tout en confortant les fondements du cadre institutionnel et réglementaire dans lequel ils opèrent (appui aux stratégies et réformes publiques).

Une étude menée par l’AFD en 2017 sur l’appui au secteur privé dans les pays en contextes de vulnérabilités et de crises avait mis en exergue l’enjeu du renforcement de la résilience des populations vulnérables, notamment des personnes déplacées, par l’inclusion financière et le soutien à l'initiative économique des personnes vulnérables, notamment les femmes. Les interventions passées de l’AFD en matière d’inclusion financière ont pu bénéficier à des populations migrantes mais cette cible n’a pas fait l’objet d’un travail de capitalisation spécifique permettant de tirer les enseignements nécessaires au passage à l’échelle. **Au travers de cette FISONG, l’AFD se donne donc pour double objectif de 1) soutenir la mise en œuvre de projets innovants pour favoriser l’inclusion financière des migrants et des migrantes qui intègrent une perspective de genre et 2) mener un travail de capitalisation devant permettre de tirer les leçons de ces expériences ciblées afin d’améliorer la capacité de l’AFD à inclure ces populations au sein de ses projets d’inclusion financière.**

# 3. Orientations de l’appel à propositions

## 3.1. Lignes directrices générales

### 3.1.1. Périmètre thématique

Les propositions présentées par les ONG devront s’appuyer sur une analyse des vulnérabilités des populations déplacées ou migrantes (présentées dans le cadre du projet ou en annexe), et de leurs besoins spécifiques en termes d’accès à des services financiers. Cette analyse des vulnérabilités devra intégrer une perspective de genre. Les propositions devront concerner :

* L’inclusion financière des populations migrantes vulnérables, comprises dans un sens large (réfugié-e-s, déplacé-e-s internes ou migrant-e-s économiques)[[12]](#footnote-12),qui font face à des obstacles spécifiques pour accéder aux services financiers et renforcer leur degré d’inclusion financière en adéquation avec leur trajectoire migratoire.
* L’innovation, comprise dans un sens large comme précisé dans la section 1.

### 3.1.2. Périmètre géographique

Le périmètre géographique de cette FISONG est ouvert à l’ensemble des pays d’intervention de l’AFD éligibles à l’aide publique au développement[[13]](#footnote-13).

Les projets concernant un seul pays seront a priori privilégiés, dans l’optique de simplifier la mise en œuvre. Néanmoins, des projets multi-pays pourront être retenus, mais des éléments de justification de ce choix devront être apportés (approche régionale, capitalisation d’expériences dans des contextes variés, possibilité de coopération sud-sud…).

### 3.1.3. Durée des projets

La durée moyenne d’un projet FISONG est classiquement de 3 ans. Dans le cadre du présent appel à projets, la durée des projets pourra atteindre 5 ans si la pertinence de cette temporalité est étayée ; une évaluation à mi-parcours sera également requise si la durée du projet dépasse 3 ans. Cette évaluation devra être intégrée au plan de financement et au pilotage du projet.

### 3.1.4. Bénéficiaires

Les principaux bénéficiaires directs seront les populations migrantes vulnérables ciblées prioritairement par le projet, en particulier les déplacé-e-s forcé-e-s, réfugié-e-s ou non, mais également les migrant-e-s économiques vulnérables. En fonction du contexte d’intervention, les populations hôtes pourront également être inclues, notamment si elles ont aussi des besoins non satisfaits de services financiers. D’abord pour ne pas susciter de tensions dans le cadre d’une approche « ne pas nuire », mais aussi pour que le projet s’inscrive dans une démarche d’intégration territoriale des populations migrantes. Au regard de leur plus grande vulnérabilité, le projet devra être conçue de telle manière à ce que les femmes puissent, a minima, accéder de manière équitable aux bénéfices du projet.

En fonction de l’approche partenariale retenue, d’autres bénéficiaires peuvent être identifiés et notamment :

* Les institutions financières locales ou autres fournisseurs de services financiers ; mais aussi
* Les OSC locales d’accompagnement à différents types de services utile pour l’inclusion financière (état civil, accès aux droits, aide à l’insertion économique, formation, éducation financière, alphabétisation etc.) et les associations professionnelles du secteur financier (association des banques, associations des acteurs de la microfinance, etc.) ;

### 3.1.5. Approche genre

La Boîte à outils Genre – Appui au secteur privé, entrepreneuriat et inclusion financière publiée par l’AFD en 2015 liste les principaux enjeux d’une intégration d’une perspective de genre dans les projets d’inclusion financière.

Pour répondre à ces enjeux, chaque proposition devra proposer une analyse Genre reposant sur :

* La collecte des informations contextuelles de base sur les enjeux de genre en s’appuyant sur des données sexo-spécifiques quantitatives et qualitatives disponibles et l’identification des données sexo-spécifiques manquantes ;
* La comparaison dans l’analyse des vulnérabilités de la situation entre les femmes et les hommes et l’identification des inégalités de genre (écarts et inégalités femmes-hommes dans le secteur, rôles et attitudes, accès et contrôle des ressources, participation à la prise de décision, besoins et contraintes spécifiques dans l’accès aux bénéfices du projet) ainsi que de leurs causes ;
* L’identification des risques et opportunités du projet pour promouvoir activement l’égalité des sexes (et donc réduire les écarts de genre existants) et/ou mener des activités d’empowerment des femmes et des hommes ;
* L’identification des partenaires qui pourraient jouer un rôle dans la mise en œuvre et la promotion et l’analyse des capacités des autres partenaires du projet en la matière.

Les projets proposés devront intégrer des objectifs Genre et une véritable stratégie pour réaliser ces objectifs qui pourra reposer sur :

* des objectifs Genre pour le projet,
* des activités liées et des indicateurs sexo-spécifiques, quantitatifs et qualitatifs,
* des stratégies de mise en œuvre sensibles au genre pour répondre aux objectifs du projet,
* des solutions techniques sensibles au genre,
* des principes de participation des femmes et des hommes aux processus de décision du projet,
* des actions correctives pour atténuer les risques (partage inéquitable des bénéfices du projet, dégradation des conditions de vie des femmes…),
* des actions de sensibilisation et de renforcement de capacités des partenaires du projet,
* de potentiels partenariats avec des acteurs nationaux et/ou sectoriels dans le champ d’influence du projet.

Ce point sera évalué et perçu comme une valeur ajoutée dans la sélection des projets soutenus. Les ONG sont encouragées à consulter et utiliser la Boîte à outils genre susmentionnée et accessible [ici](https://www.afd.fr/fr/ressources/boite-outils-appui-au-secteur-prive-entrepreneuriat-et-inclusion-financiere).

Par ailleurs, en collaboration avec l’AFD, le F3E a mis en place un dispositif d’accompagnement des ONG pour renforcer la prise en compte du genre dans leurs projets. Ce dispositif sera activé pour la présente FISONG avec :

* La rédaction d’une note d’enjeux sur l’intégration d’une perspective de genre dans l’inclusion financière des réfugié-e-s, déplacé-e-s ou migrant-e-s temporaires intra-continentaux ;
* Une formation-sensibilisation collective des ONG qui auront été retenues à l’intégration d’une perspective de genre dans leurs projets. Ce temps collectif pourra être élargi à des OSC travaillant sur les mêmes domaines et lieux d’intervention que les OSC sélectionnées ;
* Un échange individuel avec chaque ONG retenue, afin d’élaborer un plan d’action concret au moment de la rédaction du projet.

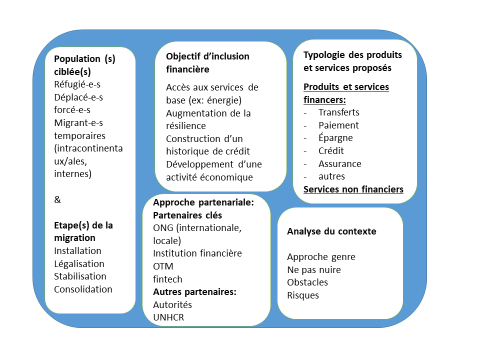
Un accompagnement genre lors de la mise en œuvre des projets pourra éventuellement être mis en place ultérieurement.

Cet accompagnement est gratuit et obligatoire, les OSC sélectionnées s’engagent à participer activement à cet accompagnement.

## 3.2. Lignes directrices détaillées

### 3.2.1. Cadre d’intervention

La catégorie des « migrant-e-s » recoupe des réalités extrêmement variées, avec des besoins et des contraintes propres à chaque situation qui n’appellent pas à agir sur les mêmes leviers. Cet appel à projets FISONG est ouvert sur cette diversité de situations, et par conséquent, d’innovations possibles. C’est pourquoi les propositions devront soigneusement renseigner le contexte d’intervention. Afin d’ordonner et de comparer les différentes propositions, il est attendu que les projets soient présentés de manière à renseigner les différentes rubriques de la matrice ci-après.



Les porteurs de projets sont donc invités à préciser, notamment :

* **Le type de population ciblée et l’étape à laquelle les bénéficiaires se situent dans leur parcours migratoire :**
* L'origine des migrant-e-s (flux migratoires internes ou transfrontaliers) ; leurs caractéristiques sociales (âge, genre, présence ou non de membres de famille, d'ami-e-s ou d'un réseau communautaire dans le territoire d'accueil, barrières linguistiques ou non) ; leur statut juridique (réfugié-e-s ou non) ; leur niveau de vulnérabilité sociale (par exemple, font-ils ou elles partie d’un minorité ethnique/linguistique), économique, sanitaire ; quelle est l’évolution de leur niveau de vulnérabilité depuis le début de leur déplacement ? ; ont-ils ou elles mis en place des stratégies d’adaptation négatives ?
* L'objectif de la migration : s’agit-il de personnes déplacées de force (réfugié-e-s ou déplacé-e-s internes) ou de migrant-e-s économiques ? Au sein de cette dernière catégorie, une distinction peut encore être faite entre les travailleurs et travailleuses migrant-e-s formel-le-s, arrivant sur la base d'un contrat signé dans le pays d'origine pour une période et un emploi prédéterminés, et celles et ceux qui cherchent un emploi une fois dans le territoire d'accueil ;
* L’étape migratoire et la durée du déplacement : les migrant-e-s sont-ils ou elles en transit (donc encore mobiles) ? Se sont-ils ou elles établi-e-s dans le territoire d’accueil ? Quelle est l’horizon temporelle du séjour ? Ou retournent-ils ou elles au pays ? La situation des migrant-e-s peut être plus ou moins stable ou précaire ;
* La localisation : se sont-ils ou elles établi-e-s en milieu urbain de façon plus ou moins amalgamée à la population locale ? En milieu rural ? Vivent-ils ou elles dans un camp de réfugié-e-s ?
* Documents d’identité : disposent-ils ou elles de documents d’identité valables et reconnus ?
* L’accès à l'aide humanitaire : sont-ils ou elles enregistré-e-s comme réfugié-e-s ou non, bénéficiaires ou non de transferts de fonds humanitaires ?
* Profil de participation économique : quels types d’emploi ont-ils ou elles pu occuper depuis leur déplacement dans la zone (et y a-t-il un différentiel de genre) ? Quel a été leur niveau de revenu et leur capacité à s’autonomiser économiquement ? Quels sont les obstacles, juridiques et/ou sociaux, à l’accès au marché du travail formel et informel ? Sont-ils ou elles salarié-e-s ou indépendant-e-s ?
* **Les objectifs, en termes d’inclusion financière, ciblés par le projet ;** la proposition devra expliquer quelle finalité est visée en matière d’inclusion financière. En effet, l’inclusion financière ne doit pas être comprise uniquement comme l’ouverture d’un compte au sein d’une institution financière mais elle doit répondre à un objectif de développement plus large. Il s’agira donc pour les soumissionnaires de préciser les enjeux de développement auxquels l’inclusion financière peut répondre dans le cadre du projet. A titre d’exemple, nous pouvons citer les objectifs suivants :
  + Accès aux services de base
  + Augmenter la résilience financière des populations
  + Construction d’un historique de crédit
  + Développement d’une activité économique
* **La typologie des produits et services financiers comme non financiers proposés pour répondre à cet/ces objectif(s)**. Le projet ne doit pas forcément proposer de travailler directement sur l’offre de services financiers. Il peut s’agir d’activités agissant sur différents points de blocages de la demande (intégration économique, éducation financière etc.) qui visent de façon générale à faciliter l’intégration des migrant-e-s à la communauté hôte. Travailler sur le contexte afin de permettre au marché de se déployer peut dans certains cas être plus efficace pour améliorer l’inclusion financière, nous serons attentifs et attentives à ces « approches indirectes » innovantes. Cependant, l’ONG doit être capable in fine de mesurer l’impact sur l’inclusion financière des populations.
* **L’approche partenariale mise en place :** bien que le projet doive être porté par une ONG (française ou étrangère), une approche partenariale est fortement recommandée, combinant notamment et à titre d’exemple ONG du Nord, ONG du Sud, institution financière (IMF, banques, fintech…), centre de recherche, bureau d’études. La proposition devra détailler le rôle et la valeur ajoutée de chacun des partenaires retenus et décrire le mode de formalisation et d’animation de ce partenariat. Si la somme est octroyée à l’ONG porteuse de projet, celle-ci pourra en transférer une partie à ses partenaires (par exemple pour soutenir l’activité de crédit d’une IMF).

### 3.2.2. Analyse du contexte

Les obstacles à l’inclusion financière des migrant-e-s sont nombreux et multidimensionnels, la proposition de projet devra en présenter une cartographie dans le contexte spécifique de l’intervention. On citera notamment du côté du cadre institutionnel et juridique. Des mesures de prise en comptes de ces obstacles, qui constituent autant de risques pour le bon déroulement du projet, seront également proposées. Il convient de préciser que le projet ne pourra pas travailler sur tous ces obstacles, mais seulement reconnaitre qu’ils existent et œuvrer sur des solutions relativement pérennes dans le cadre plus restreint des objectifs du projet.

La proposition devra également fournir des éléments d’analyse sur les caractéristiques du système financier local et le degré d’inclusion financière du pays et de la zone ciblée, avec des données sexo-spécifiques, a minima (il pourrait y avoir des données différenciées en fonction d’autres critères, tels que l’origine ethnique, etc.).

Chaque proposition de projet fournira une analyse des parties prenantes, ainsi que des éventuels rapports de force qui sont anticipés.

**L’intégration de l’approche Ne pas nuire - Méthodes et outils mis en place pour adapter les activités au contexte de crise/vulnérabilité ;** sur base de l’analyse de contexte local et des vulnérabilités des populations déplacées / migrantes et hôtes qui sera menée, une approche contribuant à la cohésion sociale et la prévention des tensions ou conflits sera proposée ; elle peut nécessiter par exemple d’inclure des populations locales hôtes dans les appuis ou des groupes communautaires spécifiques, dans une démarche sensible aux conflits.

### 3.2.3. Analyse des risques

En s’appuyant notamment sur l’analyse du contexte, chaque proposition devra fournir une analyse des principaux risques du projet et proposer un cadre de suivi et de maîtrise des risques adapté.

### 3.2.4 Recours au numérique

Le développement de la finance numérique a véhiculé ces dernières années la promesse d’une amélioration de l’inclusion financière des populations les plus vulnérables et d’un accès amélioré à une gamme plus diversifiée de services financiers numériques (SFN) devenus moins coûteux. Le projet pourra exploiter le potentiel du numérique en gardant à l’esprit les risques attachés à leur utilisation : capital technologique et humain (éducation numérique et financière) insuffisant, cybersécurité, protection des consommateurs et consommatrices, exclusion des populations les plus vulnérables (notamment les femmes), etc.

### 3.2.5. Analyse des conditions de pérennisation et de changement d’échelle de la démarche innovante proposée

Le projet devra décrire les mesures programmées qui permettront d’une part la pérennité - après la fin du projet - des dynamiques enclenchées notamment en termes de viabilité financière du modèle proposé, d’autre part le passage à l’échelle – le cas échéant – du projet. L’ONG soumissionnaire fournira :

* Une analyse des possibles passages à l’échelle ;
* Une description des acteurs relais pour la pérennisation / le passage à l’échelle de l’action ;
* Le changement de positionnement requis de la part de l’ONG (par exemple passer du rôle d’opérateur au rôle d’accompagnateur) ;
* Une analyse du chemin critique pour la pérennisation, l’atteinte de la viabilité financière ou du passage à l’échelle ;
* Une description des relais de financements locaux pour la pérennisation, l’atteinte de la viabilité financière ou du passage à l’échelle.

La proposition devra démontrer que ces mesures de pérennisation et/ou de passage à l’échelle se font dans le respect de l’approche genre adoptée par le projet.

## 3.3. Évaluation et capitalisation sous l’angle de l’innovation

### 3.3.1 Démarche d’innovation

Les ONG devront expliciter les hypothèses innovantes qu’elles cherchent à tester. Elles proposeront la manière dont elles entendent :

* Identifier les principales questions de recherche ;
* Préciser les indicateurs à utiliser pour répondre aux questions, ainsi que les sources d’informations correspondantes ;
* Établir les étapes du raisonnement qui permettront de répondre aux questions (critères d’appréciation).

L’approche partenariale retenue peut d’ailleurs constituer en soi une innovation organisationnelle lorsqu’elle permet de lever certains obstacles persistants, de répondre à un objectif d’inclusion financière plus ambitieux, de toucher de nouvelles cibles, etc.

### 3.3.2 Suivi et évaluation du projet

Les ONG proposeront un dispositif de suivi-évaluation qui intègrera, outre le monitoring des activités, des éléments de suivi qualitatif et participatif, permettant de mesurer le niveau de satisfaction des populations ciblées à travers des indicateurs de suivi qualitatif. Ce dispositif de suivi-évaluation devra être sexo-spécifique, afin de mesurer la réduction des écarts de genre.

La capacité du projet à répondre à/aux objectif(s) d’inclusion ciblé(s) devra être au cœur du dispositif d’évaluation. Il est attendu que le suivi et évaluation tienne compte du caractère vulnérable des populations cibles et de la zone d’intervention.

Le dispositif de suivi-évaluation et le cadre logique intègreront donc des indicateurs de suivi quantitatif, qualitatifs, ainsi que des éléments relatifs au contexte local.

Seront encouragés les dispositifs adaptatifs permettant de saisir ce qui est réellement en jeu en cours d’intervention et où se fait le plus sentir la nécessité d’aménagements et de réorientations, envisageables dans le cadre de la présente FISONG (ex. en cas de détérioration soudaine d’une situation ou d’une arrivée massive de déplacé-e-s forcé-e-s dans une zone).

En complément, les ONG préciseront les types de mécanismes de plainte ou de remontées d’information sécurisés et/ou anonymes qui seront accessibles gratuitement à toute personne dans les zones d’intervention du projet, et la manière dont ces informations seront traitées.

### 3.3.3 Capitalisation

La capitalisation est un objectif important des projets innovants financés par la FISONG. Chaque ONG devra mettre en place un dispositif de capitalisation intégré au projet.

La capitalisation « projet » portée par les ONG devra être co-construite avec les bénéficiaires (acteurs locaux, bailleur, porteurs et porteuses de projets, etc.). Les dispositifs devront également rendre compte spécifiquement de l’approche visant à réduire les inégalités de genre avec des indicateurs désagrégés par genre. L’ONG devra quantifier l’étendue et les signes de durabilité (ou irréversibilité) des impacts sur les populations, notamment en termes de changement de comportements.

Ce dispositif « projet » devra s’articuler avec un dispositif transversal fourni par ailleurs par la FISONG. Ce dispositif transversal de capitalisation devrait être porté et animé par un prestataire recruté sur appel d’offres par l’AFD. L’objectif principal est de capitaliser sur les expériences financées afin de faire bénéficier des apprentissages à l’ensemble des acteurs et actrices concerné-e-s par les enjeux traités (en premier les acteurs et actrices des pays bénéficiaires des projets, mais aussi les ONG et les bailleurs), pour porter les innovations mises en œuvre au-delà de l’échelle des projets. Les attentes principales associées à ce dispositif transversal sont les suivantes :

* Contribuer à la finalisation des documents des projets sélectionnés et structurer la méthode de capitalisation ;
* Identifier, stimuler et évaluer les innovations portées par les projets sur la base de rapportages réguliers fournis par les ONG ;
* Recadrer, pendant l’exécution et le cas échéant, certains axes de recherche portés par un projet ;
* Apprécier la qualité et les impacts liés à chacun des projets financés ;
* Formuler et diffuser des enseignements sur la FISONG 2021 inclusion financière en zones vulnérables selon des axes de capitalisation à préciser ;
* Mettre en perspective et enrichir les enseignements issus de la FISONG 2021 en échangeant avec d’autres projets hors du cadre de cette FISONG.

# 3.4. Qualification et expérience des ONG

Toute ONG, quelle que soit sa nationalité, est éligible à la FISONG. Une ONG souhaitant soumettre un projet pourra s’appuyer sur des partenaires des pays d’intervention. Les partenariats (groupements ou consortium) sont encouragés voire nécessaires dans le cadre de la présente FISONG, notamment entre ONG et avec des institutions financières, d’autres acteurs privés fournisseurs de services financiers et non financiers ou acteurs du domaine de la recherche. Le partenariat avec cette dernière catégorie d’acteur pourra être utile à la capitalisation sous l’angle de l’innovation et les possibilités de passage ultérieur à une plus grande échelle.

Il est demandé aux ONG de justifier d’une présence de trois années minimum d’intervention dans le pays du projet. Dans le cas où l’ONG porteuse du projet ne peut justifier trois années minimum d’intervention dans le pays du projet, notamment dans les cas où l’arrivée de migrant-e-s est récente, l’approche partenariale retenue devra prouver qu’il existe bien un ancrage local à travers ses partenaires. Il s’agit de garantir la connaissance du contexte local, notamment sur les plans politique, institutionnel et socio-politique. La compréhension du contexte local doit permettre aux ONG de comprendre et s’insérer dans les jeux d’acteurs et d’actrices.

Les ONG doivent avoir une expérience avérée d’intervention en zone de crise et conflits de manière à s’adapter à des situations volatiles, ainsi que dans le déploiement d’activités auprès des populations réfugiées, déplacées ou en migration.

Les ONG doivent démontrer une expérience dans la conception et mise en œuvre de démarche spécifique visant à réduire les inégalités de genre.

Les ONG et leur(s) partenaire(s) le cas échéant doivent démontrer une expérience solide en matière d’inclusion financière et de fourniture de services financiers et non financiers inclusifs et responsables.

Le dispositif FISONG est destiné à des ONG dotées des capacités et outils nécessaires à la conduite de processus d’innovation et de concertation avec les responsables sectoriels de l’AFD (problématisation, conception, expérimentation, évaluation, capitalisation, diffusion, passage à l’échelle…) dans des domaines de compétences spécialisés.

Les ONG et leurs partenaires mobiliseront des équipes adaptées aux méthodologies qu’elles proposent. Ces équipes seront placées sous la responsabilité de responsables de mission installés localement.

# 3.5. Cadrage budgétaire

Cette FISONG est dotée d’un montant de 2,5 millions d’euros, répartis – à titre indicatif à ce stade – comme suit :

* 2,3 millions d’euros pour financer des projets de terrain ;
* 0,2 million d’euros pour financer le dispositif transversal de capitalisation qui sera assuré par un prestataire recruté sur appel d’offres ;

Cette FISONG vise à financer 2 à 3 projets en apportant une contribution pour chaque projet de l’ordre de 700k€ à 1M€.

Pour un projet donné, la contribution financière de la FISONG ne pourra excéder **90% du coût total du projet** ;

Le plan de financement soumis par l’ONG devra intégrer un montant forfaitaire minimum de 2% du montant total du projet pour la réalisation d’audits externes. Ce montant sera mobilisé directement par l’ONG qui contractualisera avec un cabinet d’audit externe pour assurer la vérification des dépenses effectuées.

Il est également demandé aux ONG de sécuriser un budget permettant de couvrir les frais de déplacements liés aux activités transversales (atelier genre, ateliers de capitalisation transversale / participation aux réunions du comité scientifique) sur la base d’une réunion par an pour un des opérationnels du projet.

# 3.6. Critères d’évaluation des propositions

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Intitulé | Pts | Seront évalués |
| **Pertinence du projet en termes d’innovation et d’insertion dans le contexte local (20)** | | |
| Caractère innovant | 10 | L’existence d’un diagnostic et l’argumentaire développé sur cette base pour justifier le caractère innovant du projet tant au niveau thématique / technique qu’au niveau du ou des pays retenu(s). |
| Pertinence du projet proposé par rapport à la thématique de la FISONG | 10 | - réponse à des besoins présents et futurs  - efficacité et efficience dans la réponse à ces besoins  - acceptabilité et cohérence avec le contexte  - activités majoritairement menées par des équipes pluridisciplinaires |
| **Conduite du processus d’innovation (30)** | | |
| Processus d’innovation | 10 | La présentation de l’étape d’innovation soumise pour financement et son articulation avec ce qui a été fait en amont et ce qui est envisagé en aval. La clarté et la faisabilité du processus |
| Partenariats pour l’innovation | 10 | La diversité des partenariats proposés, la démarche visant à les consolider et à favoriser l’appropriation de l’innovation, en vue de sa diffusion, les dispositifs de coopération entre les partenaires |
| Evaluation et capitalisation | 10 | Qualité des dispositions avancées pour l’évaluation des innovations, la capitalisation et la diffusion des acquis |
| **Intégration locale du projet (20)** | | |
| Valorisation des ressources locales | 10 | Valorisation des savoirs, savoir-faire et compétences locales et nationales pour la mise au point de l’innovation |
| Cohérence / politiques publiques | 10 | La cohérence du processus d’innovation vis-à-vis du contexte institutionnel, des politiques publiques et sa capacité à les inspirer |
| **Moyens mis en œuvre (40)** | | |
| Budget | 10 | L’adéquation entre les objectifs et les moyens, les justifications avancées, l’efficience, la pérennité |
| Capacités de l’ONG / du consortium | 10 | Capacités à conduire un processus d’innovation et un dialogue sectoriel avec l’AFD ou dispositions prévues pour les acquérir |
| Méthodologie | 10 | La méthodologie générale de mise en œuvre du projet |
| Genre | 10 | Contribution à la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes, à l’élimination des discriminations et des violences à l’égard des filles/femmes, ou la justification de l’absence d’impacts négatifs. |

# 3.7. Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel indicatif pour cette FISONG est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| **calendrier FISONG 2021** | |
| Janvier 2021 | Publication appel à propositions |
| Janvier 2021 | date limite de réception des questions relatives à l’appel à propositions |
| Février 2021 | publication sur le site de l’AFD des réponses aux questions des ONG |
| Avril 2021 | réception des offres – ouverture des plis |
| Mai/juin 2021 | pré-sélection – avis ambassadeurs |
| Août 2021 | sélection |
| Août 2021 | annonce des résultats aux ONG |
| Septembre 2021 | formation genre pour les ONG selectionnées |
| Septembre/octobre 2021 | appui genre pour la redaction des projets |
| Octobre 2021 | réception des dossiers - instruction |
| Decembre 2021 | Signature des conventions |
| 1er trimestre 2022 | Démarrage des projets |

**Une réunion de concertation aura lieu à l’AFD le 20 novembre 2020 à 10h00 (GMT+1). Inscriptions sur** [**fisong@afd.fr**](mailto:fisong@afd.fr)**.**

1. Source : *Revue Tiers Monde*, Travail, femmes et migrations dans les suds (2014/1) [↑](#footnote-ref-1)
2. Source : UNHCR. [↑](#footnote-ref-2)
3. “*Through the promotion of jobs and livelihoods for refugees, the UN Global Compact on Refugees – which was adopted by the UN General Assembly in December 2018 – calls for support to facilitate access to affordable financial products and services for host and refugee communities”* (UNHCR 2018, [global compact on refugees](https://www.unhcr.org/5c658aed4.pdf)). [↑](#footnote-ref-3)
4. Quelques références : UNHCR et UNCDF, 2017 - [Financial inclusion of forcibly displaced persons and host communities](https://reporting.unhcr.org/node/20859) ; GPFI, 2017 - [financial inclusion of forcibly displaced persons](https://www.gpfi.org/sites/gpfi/files/documents/gpfi_2017_policy_paper_inclusion_forcibly_displaced.pdf) ; documentation sur le site du [CGAP](https://www.cgap.org/topics/collections/forcibly-displaced-persons-financial-services) ; documentation sur [FinDevGateway](https://www.findevgateway.org/guide/2019/11/gateway-guide-financial-inclusion-refugees-and-humanitarian-crises). [↑](#footnote-ref-4)
5. Seuls 24% des citoyen-ne-s des pays subissant une crise humanitaire ont un compte bancaire. Par rapport aux pays à bas et moyen revenus, l'épargne des pays en crise humanitaire est aussi cinq fois moins déposée dans des institutions financières (source: Findex). [↑](#footnote-ref-5)
6. Source : Nations Unies – DESA, <https://news.un.org/fr/story/2019/09/1051802> [↑](#footnote-ref-6)
7. NB : Le renforcement des infrastructures financières est un enjeu « classique » de l’inclusion financière, quelle que soit la population concernée. [↑](#footnote-ref-7)
8. Exemple de l’initiative du Refugee Investment Network : https://refugeeinvestments.org/ [↑](#footnote-ref-8)
9. [BM & BAD](https://www.knomad.org/sites/default/files/2017-09/616360PUB0FREN00Box371922B00PUBLIC0.pdf) *optimisation du phénomène migratoire pour l’Afrique* p. 31 : Exemples de modèles émergents de transferts d’argent transfrontaliers régionaux utilisant l’argent mobile aux deux extrémités de la transaction (corridors intra-africains). [↑](#footnote-ref-9)
10. Cet [article](https://www.researchgate.net/publication/23547885_Remittances_and_Financial_Inclusion_in_Development) par exemple souligne le lien entre envois de fonds et inclusion financière [↑](#footnote-ref-10)
11. Le passage du CVA à l’inclusion financière est loin d’être automatique. Comme le rappelle cet [article](https://www.cgap.org/blog/can-emergency-cash-transfers-lead-financial-inclusion) du CGAP, il y a différents obstacles à surmonter : *(i) Specify financial inclusion as a programmatic objective ; (ii) Take measurement seriously and grow the evidence base ; (iii) Partner with the right providers or help partners improve ; (iv) Address misperceptions about poor customers ; (v) Remove policy constraints*. [↑](#footnote-ref-11)
12. Cet appel à projets considère en priorité les flux transfrontaliers. Cependant, si l’ONG porteuse de projet étaye la similarité des enjeux et des obstacles (cf. section 2.2.) rencontrés par une population de migrant-e-s internes, par exemple des déplacé-e-s, avec laquelle elle souhaite travailler, la proposition pourra néanmoins être considérée. [↑](#footnote-ref-12)
13. Pays d’intervention de l’AFD disponibles au sein du plan d’orientation stratégique de l’AFD : <https://www.afd.fr/sites/afd/files/2018-09-04-02-18/plan-orientation-strategique-afd-2018-2022.pdf> [↑](#footnote-ref-13)